ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT

RÉGION DU QUÉBEC

Mars 2013

Service Canada

TABLE DES MATIÈRES

ACRONYMES **2**

LISTE DES TABLEAUX **2**

À PROPOS DE L'ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE **3**

FAITS SAILLANTS **3**

INTRODUCTION **4**

SECTION 1 : APERÇU GÉNÉRAL / CONTEXTE ÉCONOMIQUE **4**

- LE MONDE 4
- L'EUROPE 5
- LES ÉCONOMIES ÉMERGENTES 5
- LES ÉTATS-UNIS 6
- LE CANADA 6
- LE QUÉBEC 7

SECTION 2 : CONJONCTURE DU MARCHÉ DU TRAVAIL PROVINCIAL ET LOCAL **10**

- PERSPECTIVES SECTORIELLES AU QUÉBEC SUR L'HORIZON 2013-2015 10
- SECTEUR PRIMAIRE 11
- INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION 12
- SECTEUR DE LA FABRICATION 12
- FABRICATION LIÉE À LA CONSOMMATION 12
- FABRICATION LIÉE AUX RESSOURCES 14
- FABRICATION LIÉE AUX INVESTISSEMENTS 15
- SERVICES À LA CONSOMMATION 16
- SERVICES À LA PRODUCTION 17
- SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET PARAPUBLICS 19

LE MARCHÉ DU TRAVAIL DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC **20**

- LES RÉGIONS ASSOCIÉES AUX RESSOURCES 20
- LES RÉGIONS AYANT FONCTION DE CAPITALE 23
- LES RÉGIONS PLUS MANUFACTURIÈRES 24
- LES RÉGIONS DU GRAND MONTRÉAL 27

CONCLUSION **31**

Acronymes

DAMT	Direction de l'Analyse du marché du travail à Service Canada, Région du Québec
EDC	Exportations et développement Canada
EERH	Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail
EPA	Enquête sur la population active
FMI	Fond monétaire international
ISQ	Institut de la statistique du Québec
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PIB	Produit intérieur brut
RMR	Région métropolitaine de recensement
TCAM	Taux de croissance annuel moyen

Liste des tableaux

TABLEAU 1 : STRUCTURE D'ÂGE DE L'EMPLOI AU QUÉBEC 8
TABLEAU 2 : INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL AU QUÉBEC 9
TABLEAU 3 : EMPLOI PAR INDUSTRIE AU QUÉBEC 9
TABLEAU 4 : PERSPECTIVES DE CROISSANCE D'EMPLOI AU QUÉBEC 11
TABLEAU 5 : PROJECTION DES INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL AU QUÉBEC 11

À propos de l'analyse de l'environnement économique

Deux fois l'an, la ***Direction de l'Analyse du marché du travail de Service Canada, région du Québec****, scrute l'environnement d'affaires du Québec de manière à accroître sa connaissance des enjeux démographiques, économique et du marché du travail qui touchent autant la province que les régions économiques qui la composent. L'analyse porte sur les conditions actuelles et les tendances à court et à moyen terme.*

Le principal objectif du document d'analyse de l'environnement économique est d'identifier les éléments pouvant avoir un impact sur les activités de Service Canada dans la région du Québec. L'analyse fait partie intégrante de la planification des activités de Service Canada.

Le document d'analyse de l'environnement économique sert aussi aux économistes de Service Canada dans la détermination des perspectives sectorielles et professionnelles. À ce titre, cette analyse intéressera aussi les personnes, les entreprises et les groupes qui désirent s'informer sur le volet prévisionnel de l'économie et du marché du travail.

L'information présentée dans ce document a été complétée en date du 21 février 2013.

Faits saillants

- La mondialisation de la production a favorisé la mondialisation des difficultés économiques
- La zone Euro pourrait sortir de la récession en 2013, mais cela est plus probable en 2014
- Les économies émergentes enregistreront des taux de croissance élevés au cours des prochaines années – mais cette croissance sera inférieure à ce qu'elles ont déjà connu
- Aux États-Unis, consolidation sur fond de croissance modérée, en autant qu'on évite la pleine application des mesures automatiques de réduction des dépenses
- La croissance canadienne est conditionnelle à la dynamique américaine et à la fin de la crise européenne
- Le potentiel de croissance du Québec réside dans l'amélioration du commerce extérieur
- Cependant, au cours des prochaines années, la démographie freinera de plus en plus le potentiel de croissance du Québec car les marchés du travail seront affectés par le manque grandissant de nouveaux arrivants – la dynamique de la population active (population âgée de 15 ans et plus) deviendrait négative autour de 2015-2016, vers 2018-2019 en ce qui a trait à la dynamique des 20 à 64 ans

Introduction

Tous les ans, la Direction de l'Analyse du marché du travail (DAMT) de Service Canada, Région du Québec, effectue des prévisions à moyen terme de l'emploi selon les industries. Le résultat est publié sous forme d'études qui visent à donner un aperçu de l'évolution récente et des perspectives du marché du travail pour l'ensemble du Québec et pour chacune de ses régions économiques. Le présent document résume l'environnement économique qui prévalait au moment de la réalisation du scénario préliminaire et vous offre un regard prospectif par industrie de même qu'un survol des perspectives du marché du travail dans les régions du Québec.

Section 1 : Aperçu général / Contexte économique

Le Monde

La mondialisation de la production a favorisé la mondialisation des difficultés économiques

Dans certains milieux, on dit que l'incertitude est la nouvelle norme, imposée par l'état de l'économie mondiale. Bien souvent, ce sont les craintes des investisseurs qui alimentent l'incertitude, notamment dans les milieux boursiers. Cela génère un effet d'entraînement alors que le niveau de confiance des consommateurs et des entreprises s'en trouve affecté. C'est ainsi que les perspectives mondiales ont été revues à la baisse. Selon le *Fonds monétaire international* (FMI) et l'*Organisation de coopération et de développement économique* (OCDE), la situation de l'économie mondiale devrait s'améliorer après 2013; les perspectives sont plus positives à partir de 2014-2015, mais la croissance demeurera faible en raison des dettes souveraines et de l'austérité des programmes de réduction de dépenses.

Selon l'*Organisation mondiale du commerce* (OMC, octobre 2012), les économies en développement représentent 37 % de la valeur du commerce mondial en 2011, en hausse de huit points de pourcentage depuis 2005. Pas étonnant, la croissance annuelle moyenne du commerce extérieur avec cette partie du monde est de 14 % sur 2005-2011 et plus précisément de 29 % en 2010 et de 22 % en 2011. Au cours de la même période, les économies développées ont vu leur part des échanges mondiaux passer de 67 % à 58 %; leur croissance annuelle moyenne sur la période 2005-2011 est de 7 %, ce qui n'est pas si mal par lui-même, mais représente la moitié de la croissance des économies émergentes.

L'Europe compte pour le tiers des échanges mondiaux, mais seulement le tiers de ceux-ci sont effectués hors du continent. Ce n'est pas un cas isolé, mais c'est le plus extrême. En Amérique du Nord, la moitié des exportations en provenance du Canada, des États-Unis et du Mexique trouvent un acheteur en Amérique du Nord. On retrouve le même pourcentage en Asie.

Les États-Unis comptent pour 8 % des exportations et 13 % des importations mondiales : leur part n'a baissé que de quelques points de pourcentage entre 2005 et 2011, soutenue par une croissance supérieure à celle de l'Europe. Pour sa part, le Canada occupe une petite place sur l'échiquier mondial avec 3 % des échanges.

L'Europe

La zone Euro pourrait sortir de la récession en 2013, mais cela est plus probable en 2014

Christine Lagarde, la Directrice générale du FMI, signalait récemment que l'ajustement structurel devait être un marathon, et non un sprint, et que le rééquilibrage d'un budget en suivant la voie de l'austérité ne mènerait pas au redressement efficace des finances, et encore moins à celui de l'économie. Plusieurs économies sont passées de budgets comportant d'importantes mesures de soutien à l'économie, lors de la récession, à des mesures de contrôle des dépenses qui ont désarçonné les marchés du travail. Et bien que les mécanismes d'entraide économique européens fonctionnent, ils ne suffisent pas à rassurer les marchés.

Avant que ne se manifestent les difficultés liées à la gestion des dettes souveraines, la majorité des pays européens avait retrouvé le niveau de commerce mondial d'avant la récession, sauf quelques exceptions très importantes : la France, le Royaume-Uni et l'Italie étaient et demeurent en-deçà des paliers atteints avant 2008-2009 – c'est aussi le cas du Portugal et de l'Irlande. Il faudra plusieurs années pour résorber le choc des compressions. On estime que la croissance économique et de l'emploi serait affectée jusqu'en 2020. Dans ce contexte, les marchés du travail éprouvent de grandes difficultés à progresser car ils offrent peu de possibilités aux chercheurs d'emploi.

Malgré la période difficile actuelle, certains pays d'Europe orientale réussissent bien. C'est le cas notamment de la Hongrie et de la Pologne où le commerce extérieur, extrêmement centré sur les pays de la Zone Euro, a explosé depuis le début des années 2000, particulièrement depuis leur adhésion à l'Union européenne. Et ces pays ne vendent pas que des produits manufacturés au reste de l'Europe, ils sont aussi des fournisseurs de main d'œuvre fort prisée.

Les économies émergentes

Elles enregistreront des taux de croissance élevés au cours des prochaines années – mais cette croissance sera inférieure d'un tiers, et même de la moitié par rapport à ce qu'elles ont déjà connu

Les économies émergentes comptent pour la moitié du PIB mondial selon l'OCDE et cette proportion augmente de façon constante. En 2011, l'OCDE estimait que 80 % de la croissance du commerce mondial provenait de ces pays. La base de cette croissance est liée à l'éclosion et au développement rapide de la classe moyenne, à des investissements massifs dans les infrastructures publiques et privées, au développement du marché intérieur et à l'accroissement de la capacité de production pour répondre à la croissance de la demande mondiale et de la demande intérieure.

Pour contrer la baisse des affaires sur les marchés extérieurs (récession, crise européenne de la dette, croissante lente aux États-Unis, etc.), plusieurs pays ont mis en place des mesures d'atténuation. Pour ce faire, ils ont eu beaucoup recours au crédit pour stimuler la consommation des ménages et défrayer les coûts d'importants travaux d'infrastructures.

Le Brésil et la Chine sont possiblement les économies les plus touchées par le recul de la croissance mondiale, alors que les activités manufacturières destinées à l'exportation se sont repliées en 2011-2012. Par contre, la Chine dispose d'une certaine marge de manœuvre et d'une plus grande capacité de résilience aux chocs et devrait retrouver un meilleur rythme de croissance au cours des prochaines années.

Les États-Unis

Consolidation sur fond de croissance modérée, en autant qu'on évite le précipice fiscal

La croissance modérée depuis la fin de 2010 se poursuit. Plusieurs indicateurs ont progressé et témoignent de l'amélioration de la dynamique au cours des trois dernières années. Le taux de chômage aussi progresse lentement, mais son évolution ne reflète pas nécessairement une amélioration de la situation. C'est que la baisse du chômage se réalise parfois au détriment de travailleurs qui abandonnent la recherche d'emploi et la population active. En ajoutant les travailleurs découragés et ceux en situation de temps partiel involontaire, le taux de chômage américain double presque. De plus, le chômage de longue durée demeure une difficulté inhérente à la faible progression de l'économie américaine alors qu'environ 40 % des chômeurs le sont depuis 27 semaines et plus.

Pourtant, l'emploi dans le secteur privé est en croissance continue depuis deux ans. C'est que ces gains ont été régulièrement amputés par les mises à pied effectuées dans les fonctions publiques des états et des villes qui doivent équilibrer leurs finances. D'après les données de l'*Employment, Hours, and Earnings Survey* (l'équivalent de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* de Statistique Canada), à la fin de 2012, un peu plus de 60 % des emplois perdus avaient été retrouvés. À ce rythme, il faudrait encore deux ans pour retrouver l'effectif d'avant la récession.

En termes de PIB, les perspectives de croissance économique ont beaucoup fluctué en cours de 2012. Un certain optimisme demeure malgré tout : il y a consensus au sujet de l'accélération de la croissance en cours d'année, de sorte que 2014 se présentera sous des jours meilleurs.

Du côté plus positif, la hausse graduelle du nombre de mises en chantier au cours des deux dernières années est un signe positif pour le Québec, notamment en regard des exportations de produits en bois. Les mises en chantier équivalent maintenant à 70 % de la croissance du nombre de ménages aux États-Unis. Au même moment, l'inventaire de maisons disponibles a considérablement baissé dans certaines régions et les prix (la valeur) continuent à progresser.

Par contre, l'absence de consensus au sujet de la gestion de la dette a entraîné le déclenchement de mesures automatiques de contrôle des dépenses dans différents secteurs du gouvernement fédéral. L'impact sera faible au début, mais plus le temps passera, plus la croissance s'en trouvera affectée. Dans l'attente du règlement du dossier, entreprises et consommateurs pourraient retarder investissements et achats. Si le mécanisme est activé dans son ensemble, il risque de retrancher des points de croissance au PIB américain, ce qui entrainera avec lui une partie de l'économie canadienne et québécoise.

Le Canada

Une croissance conditionnelle à la dynamique américaine et à la fin de la crise européenne

Le consolidé des prévisions des principales institutions financières canadiennes nous indique que la croissance moyenne attendue du PIB au Canada serait de 1,8 % en 2013 et de 2,5 % en 2014. Les investissements devraient contribuer davantage à la croissance que la consommation. La Banque du Canada est plus optimiste et s'attend à ce que le rythme s'accélère au cours de 2013 pour une croissance globale de 2,5 %.

Au cours des deux prochaines années, la croissance d'emploi au pays sera modérée, mais un peu plus élevée que celle attendue au Québec. La croissance de la production et de l'emploi sera plus forte dans les provinces de l'Ouest. En raison du contexte mondial actuel, le taux de chômage canadien devrait se maintenir aux environs de 7,2 % en 2013 avant de diminuer par la suite avec l'amélioration du climat des affaires.

Bien que le dollar canadien devrait demeurer près de la parité avec le dollar américain, *Exportations et développement Canada* s'attend à ce que la croissance des exportations se poursuive, sauf en Europe où la situation incite peu les consommateurs et les entreprises.

Le Québec

Le potentiel de croissance du Québec, PIB et emplois, réside dans l'amélioration du commerce extérieur

Les dépenses des ménages ont continué à progresser en 2012, mais l'accroissement se réalise plus lentement depuis la seconde moitié de 2011. La croissance du PIB réel était de 1,9 % en 2011 et de 2,5 % en 2010, en raison des gains réalisés au sein de l'investissement privé et des exportations. Pour 2012, on estime que la croissance sera de 1 %, reflet de l'état de l'économie mondiale. Par la suite, le consensus des principales institutions financières canadiennes place la croissance à 1,4 % en 2013 et à 2,0 % en 2014.

Ces perspectives demeurent en-deçà de la croissance que le Québec a connue au cours de la décennie 2000. Cela n'a rien d'étonnant lorsqu'on considère que :

- les dépenses des ménages continuent de croître, mais à un rythme qui a beaucoup ralenti;
- les investissements privés progressent, mais ils n'ont pas autant d'effet d'entraînement sur l'économie lorsqu'ils sont réalisés à la pièce ;
- l'assainissement des finances publiques retranche de la croissance au sein de plusieurs industries de production de biens et de services ;
- la croissance des exportations est plus lente que ne l'a été le repli.

Le potentiel de croissance de l'économie québécoise demeure dans l'amélioration des conditions de son commerce extérieur. Et, comme la grande majorité des exportations québécoises sont à destination des États-Unis et de l'Europe, les perspectives d'amélioration sont liées à la dynamique d'autres économies.

Compte tenu de ce contexte, nous nous attendons à ce que le Québec connaisse des années de croissance plus faible qu'au cours de la dernière décennie.

Les exportations

Malgré un environnement d'affaires resserré, les exportations du Québec ont crû de 1,7% en 2012 (données désaisonnalisées, en dollar constant de 2007). Les exportations à destination des États-Unis ont été en croissance. Ce pays compte maintenant pour 68 % de la valeur des exportations du Québec – cette proportion était de 85 % en 2001. Les exportateurs québécois ont beaucoup diversifié leurs destinations au cours des dix dernières années.

Sans surprise, le commerce avec l'Europe occidentale a souffert de la crise de la dette. Par contre, le Québec a vu augmenter la valeur de ses exportations avec l'Europe orientale, pourtant elle aussi affectée par la crise de la Zone Euro. La Russie et la Pologne sont les acteurs les plus importants de cette hausse. Et c'est grâce à cette croissance que l'ensemble de l'Europe a pu conserver son importance au sein des exportations québécoises (13,5 %).

Le commerce avec l'Asie est en forte hausse et compte pour plus de 9 % de la valeur des exportations québécoises, la Chine en tête avec près de la moitié de cette proportion. La Chine a quadruplé son poids au sein des exportations du Québec depuis l'an 2000.

Dans les Amériques, la situation diffère beaucoup : forte baisse avec l'Amérique centrale (1 % des exportations), forte hausse avec l'Amérique du Sud (2,0 % des exportations) – la majeure partie de la hausse s'est effectuée avec le Brésil et le Chili.

Selon l'enquête semestrielle d'EDC sur le niveau de confiance commerciale des entreprises de novembre 2012, la demande en provenance États-Unis demeure vigoureuse mais la croissance mondiale et l'instabilité de l'Europe inquiètent. Quant aux prévisions à l'exportation d'EDC, elles montrent un avenir

positif pour le Québec grâce au secteur de la forêt, qui devrait connaître un gain grâce à l'amélioration dans la construction résidentielle aux États-Unis, et à la hausse attendue du côté des biens de consommation, aussi vers les États-Unis. Mais la croissance sera contenue en raison d'un ralentissement dans les biens industriels.

La démographie

L'immigration compte pour 60 % de la croissance de la population du Québec. L'*Institut de la statistique du Québec* (ISQ) s'attend à ce que l'accroissement naturel devienne négatif d'ici 2029. À partir de ce moment, seul un bilan migratoire positif pourrait assurer la croissance de la population. Cela peut sembler bien loin et, pourtant, les difficultés sont déjà présentes. L'adéquation de l'offre et de la demande de main d'œuvre n'étant pas toujours facile, la situation risque de se compliquer dans un contexte où il y aurait contraction de l'offre de main d'oeuvre. Au cours des prochaines années, la démographie freinera de plus en plus le potentiel de croissance du Québec. Les marchés du travail seront affectés par le manque grandissant de nouveaux arrivants pour combler les départs à la retraite et les besoins de l'économie. Selon notre estimation, la dynamique de la population active (population âgée de 15 ans et plus) deviendrait négative autour de 2015-2016.

En observant plutôt la dynamique des 20 à 64 ans, un groupe plus près de la réalité de la force de travail du Québec, on voit que l'échéance pourrait être repoussée de quelques années. Le renversement de la dynamique s'effectuerait plutôt vers 2018-2019, mais cette perspective est à peine plus rassurante.

Avec la faible croissance d'emploi et le retrait massif de personnes actives sur le marché du travail, le taux de chômage devrait perdre progressivement quelques dixièmes de point de pourcentage à chaque année. Si rien d'autre ne vient enrayer son cheminement, le taux de chômage pourrait être inférieur à 6 % en 2016. Au cours de la même période, le scénario de la DAMT anticipe un repli léger du taux d'activité (de 64,9 % en 2012 jusqu'à 63,7 % en 2016) tandis que le taux d'emploi devrait demeurer aux environs de 60 % sur l'ensemble de la période.

Tableau 1 : Structure d'âge de l'emploi au Québec

	1976	1981	1986	1991	1996	2001	2006	2011
15 à 19 ans	**9,4 %**	8,3 %	6,3 %	6,0 %	5,0 %	5,0 %	5,3 %	5,5 %
20 à 24 ans	**16,6 %**	16,1 %	14,2 %	10,1 %	9,4 %	10,2 %	9,4 %	8,9 %
25 à 54 ans	63,5 %	65,5 %	70,6 %	75,2 %	**77,0 %**	74,9 %	71,8 %	68,9 %
55 à 64 ans	9,0 %	8,9 %	8,0 %	7,7 %	7,6 %	8,9 %	11,9 %	**14,3 %**
65 ans et plus	1,4 %	1,2 %	1,0 %	0,9 %	1,0 %	1,0 %	1,6 %	**2,5 %**

Source : Enquête sur la population active de Statistique Canada

L'emploi en 2012

Selon l'*Enquête sur la population active* (EPA) de Statistique Canada, la croissance d'emploi au Québec, en 2012, a atteint 0,8 %. Depuis1976, début de la présente série, le Québec n'a jamais connu une croissance aussi faible de l'emploi, hormis lors des périodes de récession et de restructuration de l'activité manufacturière. D'ailleurs, tous les indicateurs du marché du travail reflètent bien l'impact généré par le marasme mondial et le ralentissement de la croissance des dépenses des ménages.

Les taux d'activité, d'emploi et de chômage ne montrent aucune amélioration par rapport à ceux de 2011. On s'attendait toutefois à cette situation puisque le potentiel de croissance économique du Québec réside toujours dans l'amélioration des conditions du commerce extérieur, ce qui devrait se produire en cours d'année 2013.

Tableau 2 : Indicateurs du marché du travail au Québec

Données désaisonnalisées	2012	2011	2010	2010 à 2011		2011 à 2012	
				#	%	#	%
Population 15 + (000)	6 637,4	6 575,8	6 507,2	68,6	1,1 %	61,6	0,9 %
Population active (000)	4 320,3	4 285,8	4 253,6	32,2	0,8 %	34,5	0,8 %
Emploi (000)	3 984,4	3 953,6	3 915,1	38,5	1,0 %	30,8	0,8 %
Temps plein (000)	3 230,7	3 194,0	3 154,9	39,1	1,2 %	36,7	1,1 %
Temps partiel (000)	753,7	759,6	760,2	-0,6	-0,1 %	-5,9	-0,8 %
Chômage (000)	335,9	332,3	338,5	-6,2	-1,8 %	3,6	1,1 %
Taux de chômage	7,8 %	7,8 %	8,0 %	-0,2	-	0,0	-
Taux d'activité	65,1 %	65,2 %	65,4 %	-0,2	-	-0,1	-
Taux d'emploi	60,0 %	60,1 %	60,2 %	-0,1	-	-0,1	-

Remarque : Les totaux peuvent ne pas correspondre aux sommes indiquées en raison des arrondissements.
Source : Enquête sur la population active de Statistique Canada

Au Canada, la croissance d'emploi a été de 1,2 % en 2012 et le taux de chômage s'est établi à 7,2 %, en baisse de un dixième de point de pourcentage par rapport à 2011 et de huit dixièmes de point par rapport à 2010. Les taux de croissance d'emploi les plus élevés se retrouvent dans les provinces de l'Ouest canadien et à Terre-Neuve-et-Labrador. C'est aussi dans l'Ouest qu'on retrouve les taux de chômage les moins élevés au Canada. Par contre, à l'instar du Québec, l'Ontario a aussi connu une progression plus lente de l'emploi en 2012, enregistrant une croissance de 0,8 %, alors que le gain avait été de 1,8 % en 2011. Le taux de chômage ontarien est resté stable, à 7,8 % en 2012.

Tableau 3 : Emploi par industrie au Québec

Données désaisonnalisées ('000)	2012	2011	2010	2010 à 2011		2011 à 2012	
				#	%	#	%
Emploi total, toutes les industries	3 984,4	3 953,6	3 915,1	38,5	1,0 %	30,8	0,8 %
Secteur de la production de biens	859,6	847,2	848,3	-1,1	-0,1 %	12,4	1,5 %
Secteur des services	3 124,8	3 106,4	3 066,8	39,6	1,3 %	18,4	0,6 %

Remarque : Les totaux peuvent ne pas correspondre aux sommes indiquées en raison des arrondissements.
Source : Enquête sur la population active de Statistique Canada

Après avoir inscrit des pertes de 2009 à 2011, le secteur de la production de biens a renversé la dynamique en 2012, ajoutant 12 400 postes (1,5 %). Il s'agit seulement d'une quatrième année de croissance des effectifs au cours des douze dernières années. C'est que le secteur de la fabrication a été touché par plusieurs processus de restructuration liés à la croissance du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la montée de la mondialisation de la production. La recherche de gains de productivité et de moindres coûts a entraîné le regroupement ou la délocalisation de certaines activités, alors que la mondialisation des chaînes de fabrication et d'assemblage a favorisé la croissance de ces activités hors du Québec et du Canada.

Cette dynamique ne signifie pas pour autant la disparition des activités de fabrication en sol québécois. Ce sont les industries qui faisaient appel à une main d'œuvre abondante qui ont été le plus touchées. D'autres industries sont appelées à croître au cours des prochaines années, en particulier celles qui occupent des niches particulières et misent sur la connaissance et les compétences.

Dans le secteur des services, la croissance d'emploi a failli marquer une pause en 2012. La croissance d'emploi s'est finalement manifestée et, au total, c'est plus de 18 000 emplois (0,6 %) qui se sont ajoutés dans ce secteur en 2012. Les gains les plus importants sont issus des segments de l'Information, de la culture et des loisirs, des Services d'enseignement et des Soins de santé et de l'assistance sociale.

Ce ralentissement de la dynamique, en 2012, a fait en sorte que le secteur des services, le plus important dans la structure industrielle québécoise avec 78 % des effectifs, n'aura été à la source que de 57 % des gains.

Section 2 : Conjoncture du marché du travail provincial et local

Perspectives sectorielles au Québec sur l'horizon 2013-2015

La croissance d'emploi au Québec est influencée par la lente croissance aux États-Unis, les difficultés économiques de l'Europe et le ralentissement de la croissance chez les économies émergentes

Le scénario préliminaire de la Direction de l'Analyse du marché du travail (DAMT) suit d'assez près la prévision de croissance du PIB québécois et s'approche des prévisions des principales institutions financières canadiennes. Les principaux éléments à la base de cette prévision sont :

États-Unis : La croissance se poursuit, on évite l'application complète des mesures automatiques de contrôle du budget, la construction résidentielle continue sa progression, les dépenses de consommation sont bonifiées avec l'amélioration du bilan des ménages

Europe : Le choc des mesures d'austérité s'atténue, les économies les mieux disposées entament une très lente croissance en cours d'année 2014

Économies émergentes : À la base de la diversification des échanges extérieurs du Québec, les économies émergentes retrouvent une croissance plus dynamique tout en évitant le piège de l'endettement et de l'inflation

Ces éléments contribueront à la croissance, lente, du commerce mondial et le Québec en profitera. Par contre, en raison de la démographie, la population active québécoise pourrait atteindre la croissance zéro dès 2016 avant d'entamer une lente décroissance. Ceci vient réduire la capacité de croissance de l'emploi et de l'économie.

La décroissance sera très faible en début de période, mais l'écart se creusera avec les années, de sorte que le Québec aura de plus en plus de difficultés à combler les besoins liés au remplacement de la main d'œuvre et à la croissance économique. C'est ce qui explique qu'à moyen terme, le taux de croissance annuel moyen (TCAM) de l'emploi diminue.

Tableau 4 : Perspectives de croissance d'emploi au Québec

	2013p	2014p	2015p	*TCAM 2013-2015*	*TCAM 2013-2017*
DAMT – scénario du 24 janvier 2013	0,9 %	1,0 %	0,9 %	*0,9 %*	*0,8 %*
Consolidé des institutions financières	1,2 %	1,1 %	0,9 %		

Tableau 5 : Projection des indicateurs du marché du travail au Québec

	2012	2013p	2014p	2015p	2016p
Taux d'activité	65,1 %	64,9 %	64,6 %	64,3 %	63,7 %
Taux d'emploi	60,0 %	59,9 %	60,0 %	60,1 %	60,1 %
Taux de chômage	7,8 %	7,7 %	7,2 %	6,5 %	5,7 %

Scénario de la DAMT du 20 novembre 2012

Secteur primaire

Agriculture : cultures agricoles, élevage et aquaculture

PERSPECTIVE 2013-2015
La perspective négative demeure

- Le nombre d'exploitations agricoles ne cesse de diminuer depuis des années
- La mécanisation, les difficultés de trouver une relève, les coûts élevés à l'achat et à l'exploitation font en sorte que l'emploi agricole diminue aussi
- La hausse marquée des coûts du fourrage, des grains et des moulées entrainée par la sécheresse aux États-Unis à l'été 2012 diminuera d'autant les profits des éleveurs
- La valeur élevée du dollar canadien nui aux marchés d'exportation

Foresterie et exploitation forestière

PERSPECTIVE 2013-2015
L'amélioration de l'industrie de la construction résidentielle aux États-Unis est un signal positif pour les exportateurs mais est-ce que cela sera suffisant pour contrer les fermetures de moulins, de machines à papier et d'imprimeries qu'on dénombre encore au Québec ?

- Baisse de la demande pour certains types de papiers : l'industrie de la forêt est tributaire des conditions de marché dans la fabrication de pâtes et papiers qui, elle, repose en partie sur la dynamique dans l'imprimerie
- Il faut aussi tenir compte des révisions périodiques du régime forestier qui détermine les droits de coupes et la quantité de bois qui sera soumis à la vente aux enchères
- La reprise de la construction résidentielle qui se poursuit aux États-Unis continue d'influer positivement sur les ventes du secteur

Pêche, chasse et piégeage

PERSPECTIVE 2013-2015
La faible décroissance se poursuit, il ne peut y avoir de renversement de tendance à moins d'une amélioration des prix et des quotas

- Le segment de la pêche a la plus grande valeur commerciale au sein du groupe et on procède au rachat des permis pour diminuer le nombre de pêcheurs et augmenter les prises par bateau
- Le nombre de prises est fixé par la loi (quotas) en fonction des espèces et des zones
- Les prix aux débarquements sont faibles et bien loin du prix payé par le consommateur

Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz

PERSPECTIVE 2013-2015
La croissance se poursuit malgré un récent ralentissement de la demande

- Après une envolée post-récession, l'appétit mondial pour les matières premières s'est effrité dans la lignée des difficultés économiques en Europe qui se sont répercutées ailleurs dans le monde
- Les prix avaient progressé depuis la récession, mais se sont repliés récemment avec le niveau de la demande – malgré tout, ils demeurent plus élevés que lors de la récession
- À 4,82 milliards $, l'investissement minier marque un sommet en 2012 au Québec et une neuvième année de croissance continue ; les perspectives demeurent excellentes en 2013 même si l'investissement attendu serait moins élevé, à 4,1 milliards $

Industrie de la construction

PERSPECTIVE 2013-2015
Les perspectives demeurent bonnes, mais le taux de croissance va diminuer au cours des prochaines années car le niveau d'activité est très élevé et la montée ne peut se poursuivre au même rythme

- La croissance presque ininterrompue des heures travaillées depuis le milieu des années '90 devrait ralentir sous l'effet du recul anticipé dans le segment résidentiel et d'un certain ralentissement dans le segment non résidentiel, notamment dans le développement minier, la construction industrielle et les infrastructures
- Le segment non résidentiel (génie civil et voirie, industriel, institutionnel et commercial) représente 80 % des heures travaillées au Québec et dépend de l'investissement privé et gouvernemental dont la croissance attendue en 2013 s'annonce bien ténue

Secteur de la fabrication

De gros investissements en machinerie et équipement au cours des deux dernières années ont permis de maintenir et même d'augmenter la production sans avoir recours à autant de personnel. Il y avait croissance d'emploi depuis le début de 2012, mais des pertes en fin d'année ont ramené l'effectif au niveau de l'automne 2010. Ce secteur n'est pas au bout de ses peines car la croissance des livraisons a ralenti en 2011-2012, les marges bénéficiaires ont beaucoup diminué et le marché des exportations dépend de l'amélioration de l'état économique mondial.

Fabrication liée à la consommation

Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac

PERSPECTIVE 2013-2015
La croissance se poursuit

- L'industrie est moins touchée par les cycles économiques et les aléas des marchés d'exportations que d'autres industries manufacturières; le niveau d'activité dépend de l'état du marché domestique (l'emploi et le chômage par exemple), du revenu disponible des ménages et de la croissance de la population
- La hausse des prix peut engendrer moins de dépenses et c'est habituellement le cas pour certains produits de luxe ; par contre, les consommateurs hésitent moins devant les produits spécifiques que sont, par exemple, le bio, la consommation éthique, les produits du terroir, les produits de proximité, etc.

Usines de textiles et de produits textiles

PERSPECTIVE 2013-2015
Continuité de la décroissance

- La fabrication de produits textiles de masse ou de consommation courante a été fortement concurrencée par les pays où les coûts de main d'œuvre sont moindres
- La décroissance de l'emploi dans la fabrication de tissus et de tricots est intimement liée à la décroissance de l'industrie de la fabrication de vêtements
- Les restructurations et la délocalisation de la capacité de production ont entraîné une baisse de 73 % de l'emploi de cette industrie au Québec depuis 1998, la perte de plus de 21 000 postes

Fabrication de vêtements, de produits en cuir et de produits analogues

PERSPECTIVE 2013-2015
Continuité de la décroissance

- Les livraisons québécoises sur le marché intérieur ont fortement baissé depuis dix ans, plus de 90 % des besoins sont maintenant comblés par l'importation
- Les restructurations et la délocalisation de la production ont entraîné une baisse de 75 % de l'emploi de cette industrie au Québec depuis 1998, un recul de près de 56 000 postes

Impression et activités connexes de soutien

PERSPECTIVE 2013-2015
Continuité de la décroissance, l'imprimé n'a vraiment plus la cote

- Télévision, Internet et applications mobiles font une vive concurrence au papier
- Les grands quotidiens augmentent leur contenu numérique, on pousse les utilisateurs vers des sites de coupons électroniques, les télécom ont délaissé les annuaires
- L'imprimé demeure le choix des lecteurs plus âgés, mais ils sont de plus en plus nombreux à consulter le web – l'électronique n'est plus l'apanage unique des jeunes
- La convergence des plateformes d'information vers la diffusion électronique est de mauvais augure pour l'emploi

Fabrication de meubles et de produits connexes

PERSPECTIVE 2013-2015
La dynamique passera d'une très faible décroissance à une très faible croissance

- La concurrence des pays à faible coût de main d'œuvre a entraîné le recul de la part du marché domestique occupé par les producteurs d'ici et s'est beaucoup fait sentir dans le principal marché d'exportation du Québec que sont les États-Unis
- Avec l'ébullition du marché des condos partout au Québec et l'amélioration de la situation des ménages américains, une partie de cette dynamique devrait favoriser l'arrêt des pertes d'emplois et peut-être même quelques gains

Activités diverses de fabrication

PERSPECTIVE 2013-2015
La croissance se poursuit mais à un rythme très faible

- Cette industrie regroupe un éventail varié d'activités où chacune évolue dans un marché distinct et en fonction de conditions économiques différentes

Fabrication liée aux ressources

Fabrication de produits en bois

PERSPECTIVE 2013-2015
La croissance se poursuit grâce au bois d'œuvre : la production des scieries augmente, les livraisons sont plus élevées, les exportations vers les États-Unis sont à la hausse

- L'industrie est très sensible aux fluctuations du dollar et sa valeur élevée a contribué une chute de 67 % de la valeur des exportations québécoises entre 2004 et 2009
- Les difficultés du secteur de l'habitation aux États-Unis ont causé beaucoup de dommage à l'industrie québécoise, particulièrement dans le segment des scieries

Fabrication du papier

PERSPECTIVE 2013-2015
Continuité de la décroissance : le papier journal et les papiers servant à la publication de magazines et de dépliants publicitaires sont touchés par une forte baisse d'utilisation

- À l'instar de l'industrie de l'imprimerie, la fabrication du papier est fortement affectée par la concurrence des médias électroniques et la baisse du lectorat pour les produits imprimés au Canada, au Québec et aux États-Unis
- La production de pâtes recule aussi en raison d'une baisse marquée de la demande sur les marchés extérieurs, reflet d'une consommation moins grande, mais aussi de la concurrence internationale des pâtes bon marché

Fabrication de produits du pétrole et du charbon

PERSPECTIVE 2013-2015
Stabilisation des effectifs au cours de la période de prévision

- Peu de joueurs au Québec après la fermeture de cinq des six raffineries montréalaises
- La fabrication de produits d'asphaltage, de papier-toiture asphalté et de matériaux imprégnés d'asphalte est désormais le segment dominant de l'industrie

Fabrication de produits minéraux non métalliques

PERSPECTIVE 2013-2015
La croissance se poursuit grâce à la construction résidentielle multi-logements, la construction industrielle et les projets d'infrastructures

- Le segment de la fabrication de ciment et de produits en béton représente plus de 50 % de l'emploi et plus de 60 % des livraisons

Première transformation des métaux

PERSPECTIVE 2013-2015
La croissance se poursuit – bien qu'on pourrait assister à un ralentissement sur le court terme, le tout se replace à moyen ou long terme

- 90 % de la production canadienne d'aluminium est concentrée au Québec
- L'aluminium compte pour 50 % des emplois dans la 1ère transformation au Québec
- Les acheteurs sont des entreprises d'envergure, notamment dans la fabrication de matériel de transport (avions, automobiles, camions), l'emballage et la construction

Fabrication liée aux investissements

Fabrication de produits chimiques

PERSPECTIVE 2013-2015
Continuité de la décroissance : les multinationales concentrent leurs opérations dans des usines de taille supérieure et plus intégrées, entraînant des fermetures au Québec

- La petite taille des établissements québécois – 80 % comptent moins de 50 employés – empêche l'industrie de bénéficier d'économies d'échelle
- Une partie du développement pharmaceutique est maintenant réalisé en subventionnant les universités et des micro-entreprises de recherche – c'est la fin de plusieurs laboratoires et unités de production de grandes sociétés au Québec

Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc

PERSPECTIVE 2013-2015
La croissance se poursuit, mais la dynamique pourrait être moins élevée qu'au cours des dernières années si le développement de la filière éolienne ralenti

- L'industrie est dominée par la fabrication des produits en plastique avec 80 % de l'emploi, des établissements et des livraisons, en majorité dans les segments des produits pour la construction et d'emballage, bien que la relance de la production de pièces en caoutchouc pour l'industrie automobile ait contribué au récent bilan positif

Fabrication de produits métalliques

PERSPECTIVE 2013-2015
La croissance se poursuit – même si le gouvernement du Québec procèdera au report de certains travaux d'infrastructures, il y a encore beaucoup de projets sur les rails

- L'industrie se caractérise par de la fabrication sur mesure plutôt que de masse
- L'industrie de la construction et les investissements des gouvernements ont contribué à la croissance, mais la demande s'est tarie au cours des dernières années en raison des difficultés continues au sein de certaines industries du secteur de la fabrication

Fabrication de machines

PERSPECTIVE 2013-2015
La croissance se poursuit grâce aux entreprises à la recherche de gains de productivité

- L'industrie est très sensible à la conjoncture mondiale et à la valeur du dollar canadien sur les marchés : 80 % de la production est exportée, la moitié vers les États-Unis
- Les ventes dépendent de la capacité et de la volonté d'autres entreprises à investir dans de la machinerie et de l'outillage

Fabrication de produits informatiques et électroniques

PERSPECTIVE 2013-2015
La très faible croissance se poursuit, mais pour combien de temps encore ? On peut s'interroger sur l'avenir de cette industrie au Québec dans le contexte de la mondialisation de la production et de la constante recherche du moindre coût par l'acheteur.

- L'industrie est fortement dépendante des exportations et celles-ci reposent sur la demande pour les produits grand public et les investissements des entreprises
- Malgré une diversification des destinations vers le Mexique, l'Europe et l'Asie, les États-Unis demeurent la principale destination des exportations québécoises

Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques

PERSPECTIVE 2013-2015
La fermeture de deux importantes entreprises de fabrication d'appareils électroménagers dans la région montréalaise en 2014 entraînera l'industrie en décroissance

- Les importations comptent pour 80 % du marché apparent canadien mais, jusqu'à tout récemment, l'industrie québécoise avait bien résisté à la concurrence internationale
- Le marché intérieur est constitué de deux groupes d'acheteurs différents : le grand public recherche des produits d'usage domestique, alors que les entreprises et les gouvernements recherchent des produits d'usage industriel

Fabrication de matériel de transport

PERSPECTIVE 2013-2015
La hausse se poursuit grâce à la croissance qu'on retrouve dans tous les segments

- Le segment de l'aérospatial domine l'industrie avec près de six emplois sur dix et les deux tiers de la valeur des livraisons

Services à la consommation

Commerce de détail

PERSPECTIVE 2013-2015
La croissance suit la hausse du revenu des ménages et des dépenses de consommation bien que, dans ce cas, celle-ci se réalise moins rapidement que par le passé

- Certains segments (automobiles, meubles, électroménagers, produits de gamme) sont très sensibles à la conjoncture et au niveau de dépenses discrétionnaires des ménages
- Malgré la croissance du revenu personnel disponible, les Québécois doivent aussi faire face à la hausse des prix et des coûts (taxe, contribution, utilisation de services, etc.)
- La dette des cartes de crédit et des autres prêts personnels est à la hausse au Québec et c'est la dette la plus dangereuse parce que moins bien contrôlée par les ménages

Industrie de l'information, industrie culturelle, arts, spectacles et loisirs

PERSPECTIVE 2013-2015
Malgré des événements qui semblent s'inscrire à contre-courant, la croissance se poursuit

- Le financement des segments culture, arts, loisirs et sport est largement dépendant des gouvernements (subventions) et des ménages (dépenses discrétionnaires)
- Depuis dix ans, la forte croissance d'emploi des arts, spectacles et loisirs soutient la progression du groupe : les investissements pour développer les infrastructures et les produits d'appel ont porté fruit et entraînent une hausse de l'achalandage
- ÉDITION : Développement du volet Internet : impact négatif dans l'imprimerie et l'industrie du papier mais positif pour les développeurs de sites et les intégrateurs de contenu
- FILMS : Année record pour la production de films, mais dans le segment de l'exploitation de cinéma, la baisse amorcée depuis des années continue
- RADIO/TÉLÉDIFFUSION : La société Radio-Canada doit dégager des économies ; côté radio, les revenus augmentent pour la bande FM et déclinent à la bande AM
- TÉLÉCOMMUNICATIONS : Les Québécois dépensent toujours plus pour les services de téléphonie cellulaire avec l'engouement pour les téléphones intelligents
- CULTURE : Pas de coupe dans les subventions, mais pas de croissance attendue

Services d'hébergement et de restauration

PERSPECTIVE 2013-2015
Le volet congrès, réunions d'affaires et foires a bien fonctionné en 2012, et 2013 s'annonce déjà supérieure à ce chapitre ; de plus, l'engouement pour les restaurants ne démord pas : perspective de croissance maintenue, malgré la baisse du nombre de touristes européens

- Les services de restauration regroupent plus de 80 % de l'effectif de l'industrie

Autres services *(sauf les administrations publiques)*

PERSPECTIVE 2013-2015
La croissance se poursuit dans tous les segments de services

- Cette industrie est composée des services de réparation et d'entretien, des services personnels (salons de coiffure, salons funéraires, nettoyage à sec, etc.) et des organismes (professionnels, syndicats, religieux, etc.)

Services à la production

Services publics

PERSPECTIVE 2013-2015
Décroissance, pour tenir compte de la suppression de postes chez *Hydro-Québec*

- La croissance repose sur la dynamique démographique et la recherche de solutions énergétiques plus « vertes » ; cependant, *Hydro-Québec* doit contribuer à la lutte au déficit du gouvernement du Québec au cours des prochaines années et cela se réalisera, entre autres, par la suppression de 2 000 postes

Commerce de gros

PERSPECTIVE 2013-2015
La croissance se poursuit, en lien avec l'accroissement dans le commerce de détail et au niveau des échanges internationaux (importations et exportations)

- Au gré de la conjoncture économique et des enjeux sectoriels, les différents segments de grossistes-distributeurs connaissent, tour à tour, des hauts et des bas
- 70 % des emplois sont liés au commerce de détail : les dépenses des ménages québécois ont donc un impact important sur le niveau d'activité

Transport et entreposage

PERSPECTIVE 2013-2015
À l'instar du commerce de gros et de détail, la croissance se poursuit

- Le secteur est tributaire du commerce de gros et de détail et de l'import-export
- AÉRIEN : Le coefficient de remplissage est en hausse chez la plupart des transporteurs et le développement de services et de routes se traduira par des embauches
- FERROVIAIRE : Difficile de savoir si la restructuration du *Canadien Pacifique* pouvant entraîner la suppression de 30 % des postes aura un impact au Québec où on retrouve 5 % de l'effectif ; ailleurs, progression du chiffre d'affaire et des chargements
- MARITIME : *Pêches et Océans Canada* note une baisse de trafic à Montréal, mais de fortes hausses ailleurs en province, dont les importants ports de Québec, de Sept-Îles et de Port-Cartier – la conjoncture demeure bonne avec l'amélioration de la croissance en Chine notamment et la diversification du commerce extérieur québécois, ce qui devrait atténuer, du moins en partie, l'impact négatif du commerce avec l'Europe
- CAMION : Les bonnes perspectives se poursuivent avec la croissance du trafic intermodal et du

commerce (intérieur et extérieur) et l'achat de véhicules plus écologiques

- POSTES : *Postes Canada* mise sur le développement du transport de colis, un segment qui prend de plus en plus d'ampleur et permettrait de contrebalancer le recul des activités associées au traitement de lettres, et sur des économies liées à la simplification des procédés de gestion, de traitement et de livraison du courrier

Finance et assurances, services immobiliers et de location / location à bail

PERSPECTIVE 2013-2015
La croissance se poursuit

- La profitabilité repose sur les taux d'intérêt, l'utilisation du crédit par les ménages et les entreprises, le retour sur les placements et un environnement d'affaire florissant
- La récession a rapidement fait tomber les taux d'intérêt à un niveau très bas et ils ont peu bougé depuis; l'environnement d'affaire a été (et est encore) teinté par la prudence des investisseurs, notamment en raison de la situation en Europe qui inquiète toujours
- L'incertitude entraînant l'inertie des investisseurs, et les rendements boursiers ont peu rapporté sur une longue période – ce manque à gagner affecte encore certaines entreprises, notamment dans le milieu de l'assurance
- Par contre, la majorité des institutions financières ont trouvé des solutions pour contrer la baisse de leurs revenus et les profits sont revenus au niveau souhaité par les investisseurs, car les investissements ont repris de plus belle de même que l'embauche
- Enfin, du côté des services immobiliers, le niveau d'activité est élevé et la situation ne changera pas au cours des prochaines années, au contraire – cela touche autant l'immobilier résidentiel que le commercial et l'espace bureaux

Services professionnels, scientifiques et techniques

PERSPECTIVE 2013-2015
Le niveau d'activité étant déjà très haut dans ce groupe de services, la croissance se poursuivra mais à un rythme moins élevé que par le passé

- Les services d'architecture, de génie, de prospection, de design et de conception de systèmes informatiques composent 50 % de l'emploi du groupe de services
- La croissance est largement stimulée par les travaux d'infrastructures, les investissements des entreprises, le développement énergétique, la demande en services informatiques et l'industrie du jeu vidéo et du cinéma

Gestion de sociétés et d'entreprises et ***Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement***

PERSPECTIVE 2013-2015
Cette industrie regroupe un éventail varié d'activités où chacune évolue dans un marché distinct et en fonction de conditions économiques différentes – la croissance se poursuit

- La dynamique dans les services de gestion de sociétés et d'entreprises est modulée par la croissance dans la gestion des actifs financiers de sociétés et d'entreprises, et la gestion de portefeuilles
- Les services administratifs et services de soutien sont composés d'établissements dont l'activité principale est le soutien aux opérations quotidiennes d'autres organisations : ces activités sont très variées et comprennent, entre autres, la gestion du personnel, la préparation de documents, le recouvrement des créances, l'organisation de voyages, les services de sécurité et de surveillance et le nettoyage de bâtiments – la recherche d'efficacité des organisations a entrainé l'impartition de ces services à des entreprises spécialisées dans le domaine

- La démographie et la croissance du nombre de ménages, mais aussi le niveau de ressources financières attribuées à ce poste par les municipalités influencent le niveau d'activité dans les services de gestion des déchets et d'assainissement

Services gouvernementaux et parapublics

Services d'enseignement

PERSPECTIVE 2013-2015
L'accroissement démographique dans la province stimule la demande de services

- On estime qu'au niveau primaire, les effectifs étudiants seront en croissance au moins jusqu'en 2020 en raison de la hausse des naissances au Québec depuis 2005 alors que ceux du niveau secondaire se remettront à croître de nouveau en 2016
- Au niveau collégial, il faudra attendre jusqu'en 2020 avant le retour de la croissance des effectifs étudiants; au niveau universitaire, on s'attend à une décroissance continue des effectifs sur les dix prochaines années
- La baisse des effectifs étudiants n'entraîne pas automatiquement une réduction du nombre d'enseignants puisque le ministère investit dans la lutte au décrochage scolaire, la réduction de la taille des classes, l'aide aux élèves, la valorisation de la formation professionnelle, et étudie le projet d'implantation progressive de maternelle pour enfants de 4 ans vivant en milieu défavorisé
- La croissance aurait pu être supérieure n'eut été du contexte budgétaire actuel

Soins de santé et assistance sociale

PERSPECTIVE 2013-2015
La croissance se poursuit dans tous les segments

- Les besoins sont élevés dans toutes les régions du Québec mais la capacité des organisations à pouvoir y faire face dépend de la disponibilité de la main d'œuvre et des budgets alloués, tant au niveau des ressources humaines qu'à celui du fonctionnement des infrastructures de santé et d'assistance sociale
- SANTÉ : Les investissements se poursuivent, bien que l'annonce récente du plafonnement des dépenses pourrait signifier un ralentissement dans le rythme de croissance
- SOCIAL : 15 000 nouvelles places seront ajoutées entre 2014 et 2016 au réseau de services de garde éducatifs (centres de la petite enfance et garderies subventionnées)

Administrations publiques

PERSPECTIVE 2013-2015
Continuité de la décroissance : les gouvernements veulent retrouver l'équilibre budgétaire le plus rapidement possible et réduire l'impact de la dette sur les finances publiques, et cela implique une gestion serrée des ressources humaines et financières

- Cependant, la nécessité de desservir une population en croissance entraîne des charges inévitables – la décroissance de la population dans certaines régions du Québec est encore plus difficile à gérer
- Plusieurs s'attendent à ce que la croissance économique soit moins élevée en 2013, ce qui impliquerait que les revenus des gouvernements seraient moins élevés que prévu, un obstacle de plus dans la lutte au déficit et au remboursement de la dette
- FÉDÉRAL : L'échéancier de l'équilibre budgétaire est maintenu
- PROVINCIAL : Le calendrier de l'objectif zéro demeure le même
- MUNICIPALITÉS : Le resserrement des finances pourrait aussi entraîner des mises à pied, au mieux un gel de l'embauche et le non remplacement des retraites

Le marché du travail dans les régions du Québec

Les régions associées aux ressources

Abitibi-Témiscamingue

Sur le plan démographique, de 2006 à 2012, la région a connu une croissance continue. Les activités économiques, influencées par les boums miniers et le secteur de la construction, ont sans aucun doute soutenu positivement cette évolution. L'économie influence le démographie, c'est généralement reconnu. De fait, les principaux indicateurs du marché du travail traduisent cette évolution positive. Depuis quelques années, l'EPA présente une population adulte en croissance constante. Après avoir atteint un sommet en 2011 à 60,8 %, le taux d'emploi est passé à 59,3 % en 2012. Depuis quelques années, l'économie régionale et son marché du travail ont affiché une croissance, quoique le ralentissement des économies américaine et européenne ait affecté celle-ci. L'Abitibi-Témiscamingue est une région de ressources et demeure donc fortement exportatrice, soumise en cela par un taux de change élevé et une demande mondiale restreinte. De 2011 à 2012, le taux de chômage a affiché une diminution, passant de 7,6 % à 6,4 %, alors que le nombre de personnes en chômage diminuait également de 5 900 à 4 800 au cours de cette période.

En Abitibi-Témiscamingue, l'emploi à temps complet a suivi une croissance positive ces dernières années, atteignant un plafond historique en 2011 et en 2012 à 58 800 emplois alors que les emplois à temps partiel diminuaient de 12 700 à 11 100 emplois. Les secteurs d'activités qui ont le plus généré d'emplois sont l'industrie minière, l'industrie de la construction, les services professionnels, puis le secteur de la santé et des services sociaux. D'autres secteurs ont connu un développement d'emplois plus stable, notamment celui du commerce et de l'enseignement. En corollaire, parmi les secteurs les plus en difficulté se trouvent l'industrie forestière, les transports, les services publics, ainsi que les administrations publiques fédérale et provinciale.

Au moment où le marché du travail a besoin de main d'œuvre et où le taux de chômage est à son niveau plus faible, la population inactive revient sur le marché du travail de l'Abitibi-Témiscamingue, ce qui est une bonne nouvelle. Pendant cette même période, les populations inactives du Québec et du Canada s'accroissaient en raison du vieillissement démographique.

D'ici 2015, les perspectives sectorielles en Abitibi-Témiscamingue afficheront une faible croissance annuelle. Les tendances identifiées lors des 5 dernières années se maintiennent, c'est-à-dire que la croissance se poursuit avec des gains d'emplois dans les secteurs miniers, des produits métalliques, de la machinerie, de la construction, du commerce, de la santé et de l'assistance sociale, de l'information, de la culture et des loisirs, de l'hébergement et la restauration, des services professionnels, scientifiques et techniques, des autres services, et de l'administration publique municipale. Par ailleurs, on constatera une amélioration des conditions du marché continental dans l'industrie forestière (bois, panneaux et pâtes et papier), ce qui pourrait avoir des influences sur le secteur du transport et de l'entreposage. Les niveaux de production d'antan ne reviendront pas en raison des approvisionnements moindres et d'une concurrence internationale plus vive. D'autres secteurs d'activité connaîtraient des pertes d'emplois soit: le secteur agricole, les services publics, les aliments et boissons, les finances, assurances, immobilier et location, les services d'enseignement, et les administrations publiques fédérale et provinciale.

Bas-Saint-Laurent

Le marché du travail régional a subi les contrecoups de la récession mondiale en 2009 et 2010. Depuis lors, une reprise de l'emploi s'est amorcée, mais les niveaux d'emplois d'avant la récession n'ont toujours pas été dépassés. En 2012, 93 900 personnes étaient occupées au Bas-Saint-Laurent, soit 3 800 de plus qu'en 2011. Ce volume d'emploi s'approche du sommet de 94 000 réalisé en 2008. Ce sont les travailleurs à temps plein qui ont vu leur nombre s'accroître substantiellement avec une hausse de 5 300. Du côté du temps partiel, il s'agit d'une baisse de 1 500. Dans ce contexte, le taux de chômage est

demeuré pratiquement stable à 8,1 %. La progression de l'emploi est venue principalement du secteur des services et de l'industrie de la construction.

Comme celle de plusieurs régions ressources, la population du Bas-Saint-Laurent est en déclin et vieillit plus rapidement que l'ensemble du Québec. La proportion des personnes âgées de 65 ans ou plus passera de 19,5 % en 2011 à 35,5 % en 2031, une hausse de 16 points de pourcentage pour la région et de 9,8 points de pourcentage pour le Québec. Les jeunes seront aussi moins nombreux dans la région. Ainsi, en 2011, la proportion des 0-14 ans ne s'établissait qu'à 13,9 % au Bas-Saint-Laurent contre 15,6 % au Québec. En 2031, ces proportions seront respectivement de 12,3 % et 14,9 %. Quant aux 30-64 ans, que l'on considère comme le principal groupe dans la population active, leur nombre déclinera de près du quart d'ici 2031. Ils ne représenteront plus que 39 % de la population totale contre 43 % au Québec. La région devra donc composer avec une main-d'œuvre en déclin, ce qui limitera la croissance de l'emploi.

D'ici 2015, le marché du travail du Bas-Saint-Laurent devrait connaître une croissance de l'emploi légèrement inférieure à celle du Québec. Le secteur primaire enregistrera une croissance très légère grâce à un affermissement des conditions des marchés du bois qui permettent d'anticiper une amélioration au niveau de la foresterie. Des conditions de marchés similaires permettent aussi d'espérer une légère croissance de l'emploi au sein de l'extraction de tourbe.

Le secteur de la fabrication connaîtra une croissance similaire à celle du Québec. Ce sont surtout les industries liées aux investissements qui offriront une bonne performance avec, en tête, les industries des produits métalliques, du matériel de transport et des machines. Soulignons que la fabrication du papier et l'impression seront plutôt en baisse. Le secteur des services regroupe plus des trois quarts des emplois au Bas-Saint-Laurent. Il continuera à connaître une croissance. Celle-ci viendra principalement de trois industries : la gestion d'entreprises et le soutien administratif; les services professionnels, scientifiques et techniques; et les soins de santé et l'assistance sociale. Ces industries enregistreront une croissance plus de deux fois supérieures à celle de l'ensemble du secteur des services.

Côte-Nord** et **Nord-du-Québec

Les activités économiques de la Côte-Nord et de la grande région du Nord-du-Québec reposent principalement sur les grands travaux de construction hydro-électrique passés et à venir, ainsi que sur les gisements miniers ferreux pour la Côte-Nord et des métaux de base et précieux pour le Nord-du-Québec. Fait à mentionner, si le plan Nord devait être mis en œuvre par le gouvernement du Québec, les travaux hydro-électriques profiteraient surtout à l'économie de la Côte-Nord. Sur le plan des indicateurs du marché du travail, le taux d'emploi a atteint un sommet en 2010 à 59,4 %, puis est passé à 56,3 % en 2012. Certes, le ralentissement des économies américaine et européenne a affecté la demande de métaux des deux régions de ressources. De 2011 à 2012, le taux de chômage s'est maintenu à 7,8 % en 2011 et à 7,7 % en 2012, alors que le nombre de personnes en chômage diminuait également de 4 400 à 4 300 au cours de la période.

Sur la Côte-Nord et dans la région Nord-du-Québec, l'emploi à temps complet a suivi une évolution en dents de scie ces dernières années, atteignant un plafond historique à 46 200 emplois en 2010, avant d'atteindre 42 400 en 2012, alors que les emplois à temps partiel diminuaient de 9 500 en 2011 à 8 800 en 2012. Les emplois se créaient ou se perdaient au gré de la terminaison de méga-chantiers. Les secteurs d'activités qui ont généré le plus d'emplois sont principalement l'industrie minière, l'industrie de la construction et les services professionnels.

À cet égard, l'avenir semble prometteur. Pour l'économie nord-côtière, les grands chantiers hydro-électriques et les projets miniers ferreux de développement ou d'expansion pourraient attirer une main-d'œuvre de passage (*fly in-fly out*) ou une main-d'œuvre permanente. Au cours des derniers chantiers, entre 40 % et 60 % de la main-d'œuvre provenait de l'extérieur. La pénurie de main-d'œuvre sera une dimension critique de la réalisation de ces projets d'envergure au cours des prochaines années.

D'ici 2015, les perspectives sectorielles sur la Côte-Nord et le Nord-du-Québec afficheront une faible croissance annuelle. Les tendances des cinq dernières années se maintiennent, c'est-à-dire que la croissance se poursuit avec des gains d'emplois dans les secteurs miniers, les produits métalliques, la machinerie, la construction, le secteur commercial, la santé et de l'assistance sociale, le secteur de l'information, de la culture et des loisirs, l'hébergement et la restauration, les services professionnels, scientifiques et techniques, les autres services, et l'administration publique municipale. Par ailleurs, on constatera une amélioration des conditions de marché continental dans l'industrie forestière (bois et pâtes et papier) ce qui pourrait avoir des influences sur le secteur du transport et de l'entreposage. Toutefois, les niveaux de production historique ne reviendront pas en raison des coupures dans les attributions en forêt. D'autres secteurs d'activité connaîtraient des pertes d'emplois soit: le secteur des services publics, aliments et boissons, les services d'enseignement, et les administrations publiques fédérale et provinciale.

Gaspésie–Les-Îles-de-la-Madeleine

Historiquement centrée sur l'exploitation de ressources naturelles, l'économie de la région demeure tout de même fragile, malgré les efforts de diversification entrepris depuis plusieurs années. Depuis quelques années, la situation économique s'est améliorée et de nouveaux emplois ont été créés. Les indicateurs du marché du travail ont pris du mieux tout en demeurant les plus faibles du Québec. Cette amélioration est en partie due à la filière éolienne. La construction des parcs éoliens et les activités de fabrication et de sous-traitance liées à ces parcs génèrent des activités importantes qui soutiennent l'emploi. Les grands travaux d'infrastructure entrepris par les différents paliers gouvernementaux ont stimulé l'industrie de la construction. De plus, la hausse du revenu disponible et la migration positive chez les 25-44 ans ont apporté un second souffle à l'économie de la région.

Malgré tout, en 2012, le marché du travail de la région a enregistré des baisses qui ont effacé l'ensemble des gains réalisés l'année précédente. La population en emploi a perdu 1 500 personnes pour s'établir à 36 500. Ce niveau d'emploi est comparable à celui de 2010. Les pertes ont été concentrées presque uniquement au sein des emplois à temps plein. Ainsi, le marché du travail a vécu des moments difficiles en 2012. À seulement 46,4 %, le taux d'emploi de la région est le plus faible de la province et bien en deçà de la moyenne provinciale de 60 %. Dans cette atmosphère plutôt morose, le taux d'activité a considérablement chuté (-2,1 points de pourcentage) pour se situer à 53,2 %. Ainsi, 1 600 personnes de moins ont participé au marché du travail. Grâce à ce retrait d'une partie de la population active, le taux de chômage n'a pas trop subi d'impact et il ne s'est accru que de 0,4 point de pourcentage pour atteindre 12,9 %.

La population de la région devrait varier peu au cours des prochaines années, mais sa composition changera fortement. En 2011, 20,5 % de la population avait 65 ans et plus (15,9 % au Québec). Cette proportion va s'accroître rapidement ; en conséquence, vers 2016, les aînés vont constituer le quart de la population et leur proportion atteindra 38 % en 2031. La proportion des jeunes âgés de 19 ans et moins, 18 % de la population en 2011, ne sera plus que 15 % en 2031. Le vieillissement de la population se fait sentir sur le marché du travail et apportera des difficultés de recrutement pour les employeurs.

Pour les prochaines années, la création d'emplois devrait être plus faible que la moyenne des dernières années, car l'effet des dispositions qui ont généré le dynamisme des dernières années devrait s'estomper : la construction des parcs éoliens va ralentir pour se terminer en 2015 et les travaux d'infrastructure sont aussi en diminution. Le retour des jeunes en région était en grande partie stimulé par l'activité économique et un taux de remplacement des retraites élevé dans les secteurs de la santé, l'assistance sociale et l'enseignement. Les prévisions de croissance économique seront plus faibles pour les prochaines années et les départs à la retraite devraient ralentir, ce qui freinera la migration de jeunes travailleurs vers la région.

Saguenay–Lac-Saint-Jean

L'économie de la région se replace. L'arrivée à terme de grands chantiers, dont le barrage hydroélectrique Péribonka IV, la crise forestière avec son lot de fermetures, la chute des exportations et un ralentissement économique mondial avaient ébranlé les assises de la base économique régionale au cours des années précédentes. Après avoir connu une très faible croissance de l'emploi en 2011, laissant planer des doutes sur la vigueur de la reprise économique, l'année 2012 vient de les effacer. La croissance de l'emploi se chiffre à 4,2 %. Bien que certains pans de son tissu industriel éprouvent encore des difficultés dont les activités reliées à l'exploitation forestière, la présence de grands chantiers sur le territoire et dans d'autres régions (Côte-Nord) ont permis un redressement. Les industries de la construction ainsi que les équipementiers du secteur de la fabrication ont été aux premières loges de cette importante percée.

Par ailleurs, l'embellie sur le marché de l'emploi a entraîné une forte participation au marché du travail se traduisant par une remontée de la population active. Par conséquent, le taux de chômage n'a guère varié se situant encore au-dessus de la barre du 8 % comme au cours des deux dernières années.

L'économie régionale devrait bien performer au cours de la période de 2013 à 2015, soit une croissance annuelle d'environ 1 %. La reprise dans le secteur de la transformation du bois, de la première transformation des métaux et le secteur minier influeront un élan positif. Des retombées se feront aussi sentir du côté des services à la consommation alors que le revenu des ménages devrait s'élever. Les industries de la santé et des services sociaux seront encore en tête de la croissance des effectifs.

Les régions ayant fonction de Capitale

Outaouais

En 2012, le nombre de personnes en emploi s'est accru de 0,9 % en Outaouais, ce qui représentait un ralentissement par rapport au taux de 1,5 % atteint en 2011 et à la moyenne annuelle de 1,8 % observée depuis 2003. Cette situation reflétait un recul important de 7,4 % dans la fabrication de biens, qui a amoindri la hausse de 2,2 % enregistrée dans les services. Les gains nets d'emploi se sont exclusivement produits dans le travail à temps plein (+1,2 %), tandis que le travail à temps partiel subissait un repli de 0,9 %.

Malgré cette croissance du nombre de travailleurs, le taux d'emploi a glissé à 63,2 % (-0,5 point de pourcentage) en raison de l'augmentation supérieure de la population en âge de travailler (+1,5 %). Ce résultat a tout de même permis à l'Outaouais de se placer au 3e rang des régions du Québec à ce chapitre. Par ailleurs, la chute de 11,6 % du nombre de chômeurs a entraîné une diminution du taux de chômage qui a perdu 0,9 point de pourcentage pour se fixer à 6,5 %.

Au cours de la période 2013-2015, plusieurs facteurs influeront sur l'évolution du marché du travail régional. Parmi ceux-ci, la série de mesures annoncées par le gouvernement fédéral pour retrouver l'équilibre budgétaire, amènera une réduction de l'effectif dans l'administration publique. En dépit de ce contexte incertain, le nombre de personnes en emploi pourrait progresser en moyenne de 0,6 % par année, ce qui entraînerait l'ajout d'environ 3 600 individus à l'effectif régional d'ici la fin de 2015.

Capitale-Nationale

Bien que le marché du travail demeure dynamique dans la région, la performance de 2012 a été un peu plus retenue et l'avenir s'annonce aussi plus modéré. La croissance annuelle de l'emploi s'est établie à 1,6 % en 2012 (0,8 % au Québec) comparativement à 2,6 % en 2011 et à 2,5 % en 2010. De plus, les gains nets d'emploi ont été majoritairement constitués de postes à temps partiel. L'activité sur le marché du travail a aussi cru plus modestement en 2012 (1,4 %) par rapport à 2011 (3,5 %). Le nombre de chômeurs s'est abaissé de quelques centaines (-400), ce qui a contribué au repli du taux de chômage. Malgré une baisse de régime en 2012 au chapitre de la création d'emploi, la situation de la région est demeurée enviable. Les principaux indicateurs révèlent qu'elle s'est classée parmi les trois meilleures

régions du Québec en ce qui a trait au taux d'activité (68,2 %, 3e), d'emploi (64,3 %, 1ère) et de chômage (5,6 %, 2e).

Au cours des prochaines années, la croissance démographique et du revenu disponible devraient continuer d'influencer positivement le marché du travail régional mais la croissance de l'emploi sera plus modeste. Le ralentissement des dépenses de consommation et des dépenses gouvernementales atténueront la progression des services. De plus, en dépit de la hausse de la valeur des permis de bâtir dans la région, l'industrie de la construction devrait croître plus faiblement qu'au cours des dernières années. Quant au secteur de la fabrication, plusieurs industries demeurent aux prises avec des difficultés structurelles et conjoncturelles qui limiteront l'expansion de ce secteur d'activité. Enfin, l'attraction et la rétention des travailleurs demeure toujours la principale préoccupation des entrepreneurs et pourrait constituer un obstacle à l'expansion des entreprises et de l'emploi.

D'ici 2015 (1 à 3 ans), la croissance de l'emploi sera modérée et proviendra essentiellement du secteur des services et, dans une moindre mesure, de la construction, alors que le secteur primaire et la fabrication resteront relativement stables. Sur le plan professionnel, l'évolution de l'économie régionale favorisera davantage la croissance des emplois de niveau professionnel, tandis que les emplois ne requérant que peu de qualifications souffriront d'une faible croissance. Par contre, ce type de profession et celles reliées à la gestion offriront plusieurs débouchés en raison des nombreux besoins de remplacement générés par le vieillissement de la main d'œuvre. Les besoins en main d'œuvre seront majoritairement concentrés dans les catégories professionnelles de la vente et services, des affaires, de la finance et de l'administration, de la santé ainsi que des sciences sociales, de l'enseignement, de l'administration publique et de la religion.

Les régions plus manufacturières

Centre-du-Québec

La région est reconnue pour sa vocation agricole et un fort créneau manufacturier. L'agriculture regroupe 7 % de l'emploi régional et totalise plus de 13 % de l'emploi agricole au Québec. Le secteur de la fabrication, considéré comme le moteur économique de la région, regroupe près de 25 % de la main d'œuvre régionale. Un fort contraste avec l'ensemble du Québec où cette représentation compte moins de la moitié.

Au Centre-du-Québec, le secteur de la fabrication s'est d'abord identifié aux segments industriels plus traditionnels de l'économie tels que le textile, le vêtement et le meuble. N'ayant pas échappé aux crises économiques, à l'ouverture de plus en plus grande des marchés et à la concurrence des pays émergents, le paysage manufacturier s'est considérablement modifié dans les deux dernières décennies. Les segments plus traditionnels ont fait place à d'autres, moins intensifs en main d'œuvre, comme la fabrication de machines et de matériel de transport. Dans la dernière décennie, cette transformation a laissé l'emploi au neutre.

La représentativité du secteur des services au Centre-du-Québec dans l'emploi est moins forte que dans l'ensemble de la province, mais on parle tout de même de six emplois sur dix. La croissance de l'emploi dans les services s'est révélée négative ces dernières années, faisant ainsi écho aux difficultés du secteur de la fabrication.

L'impact de la dernière récession s'est fait ressentir et la région a connu une décroissance annuelle moyenne d'emploi de 2,3 % entre 2010 et 2012. Pendant cette période, le taux de chômage est passé de 6,5 % à 8,4 %. Différents signaux indiquent un redressement possible d'ici 2015. Nous anticipons une légère croissance d'emploi de 0,6 % d'ici là, soit un peu sous la moyenne provinciale qui devrait approcher 1 %. Après une assez longue disette, le secteur manufacturier devrait connaître un regain sous l'influence d'une meilleure conjoncture économique aux États-Unis. Dans la construction, le niveau d'activité devrait demeurer élevé. Un tel scénario permettrait au secteur des services de reprendre de la vigueur.

Somme toute, les possibilités d'emploi seront positives dans plusieurs secteurs d'activité et pour des professions nécessitant différents genres de compétences. Ce sera en général le cas pour les travailleurs spécialisés et semi-spécialisés des secteurs de la santé, des sciences naturelles et appliquées, de la transformation et de la fabrication. Évidemment, des emplois ne nécessitant pas de formation ou de compétence particulière restent en demande, mais souvent à des conditions moins intéressantes et pour un large bassin de main d'œuvre.

Chaudière-Appalaches

Après une solide performance en 2010 et en 2011, le marché de l'emploi s'est fragilisé en 2012. En effet, l'emploi a reculé de 2,8 % à la suite de la suppression de 6 200 postes qui a touché davantage les travailleurs expérimentés (45 ans et plus) de sexe masculin (-8,4 %). Les principales branches d'activité qui ont affiché un recul sont l'agriculture, la construction, le commerce, la finance, les assurances, l'immobilier et la location, les services professionnels, scientifiques et techniques ainsi que les administrations publiques. En revanche, les autres branches du secteur primaire, excluant l'agriculture (foresterie, pêche, mines et extraction de pétrole et de gaz), la fabrication, l'enseignement, les soins de santé et l'assistance sociale et les autres services ont bénéficié d'une hausse de l'emploi. Dans un contexte de marché du travail empreint d'une certaine morosité, le taux de chômage régional s'est abaissé de trois dixièmes de point en 2012 pour s'établir à 4,6 % et demeurer le plus bas des régions du Québec, et ce, en raison d'un fort déclin de la participation (-9 %).

En ce qui a trait aux perspectives sectorielles, le scénario de la DAMT montre une croissance modérée de l'emploi au cours des prochaines années. Le secteur primaire perdra du terrain avec la poursuite du lent déclin de l'emploi dans l'agriculture, qui représente 80 % de l'emploi du secteur, et ce, malgré une légère reprise attendue dans l'exploitation forestière. Notons aussi l'abandon du projet de relance de la mine Lac d'amiante du Canada, le dernier véritable gisement minier de la région et qui comptait plus de 300 employés lors de sa fermeture à la fin de 2011.

Par ailleurs, la région mise sur une croissance dans la fabrication qui s'est confirmée au cours des deux dernières années. Cette progression repose principalement sur le développement de ses créneaux d'excellence (les matériaux composites et le plastique, le bois dans l'habitation et les textiles techniques) ainsi que sur le dynamisme d'industries à plus forte valeur ajoutée liées aux investissements (produits métalliques, machines et matériel de transport) et à la transformation des aliments. Dans la construction, il sera difficile d'atteindre de nouveaux sommets au cours des prochaines années avec le ralentissement prévu du segment résidentiel et la réduction du financement des infrastructures publiques, et ce, malgré des investissements massifs dans le secteur institutionnel et commercial et la poursuite des travaux dans la filière éolienne.

Dans le secteur des services, on s'attend à une baisse du rythme de croissance de l'emploi après avoir crû en moyenne de 1,7 % par année au cours des dix dernières années. Tous les regroupements enregistreront une hausse mais les services à la production fourniront encore le plus grand nombre de nouveaux emplois.

Du côté des tendances professionnelles, l'érosion (ou les besoins de remplacement) constituera la majorité des débouchés de la région, soit près de 80 %. Les meilleures perspectives d'emploi viendront des catégories de la santé et des sciences naturelles et appliquées, mais de nombreux postes seront à pourvoir dans les affaires, les finances et l'administration, la vente et les services ainsi que dans les sciences sociales, l'enseignement et l'administration publique. De façon générale, le personnel professionnel sera davantage favorisé quant aux possibilités d'emploi, les employeurs exigeant un niveau de qualification de plus en plus élevé.

Estrie

Depuis le début des années 2000, la structure industrielle de la région s'est considérablement modifiée. Le secteur de la fabrication, qui représentait alors 27 % des emplois, constitue maintenant moins de 20 %, une part tout de même plus importante qu'au Québec (13 %).

C'est en 2011 que l'emploi dans la fabrication brisait enfin sa tendance à la baisse qui l'accablait depuis plusieurs années. En 2012, ce segment de l'économie régionale affichait une progression de l'emploi appréciable pour une deuxième année consécutive suggérant que ce segment se stabilise enfin. Malgré les pertes d'emplois importantes enregistrées, la production de biens occupe encore une place déterminante dans l'économie de la région. L'Estrie se tourne à présent, de plus en plus, vers la production de biens et services à valeur ajoutée, d'où la croissance des emplois en science et en technologie.

L'impact de la dernière récession n'est pas encore effacé. L'emploi total a chuté de près de 8 000 emplois (-5,1 %) en 2012. Le secteur primaire, surtout représenté par l'agriculture, poursuit sa tendance à la baisse. Pour leur part, après avoir enregistré des niveaux historiquement élevés, les secteurs de la construction et des services s'inscrivaient en forte baisse au cours de la dernière année.

L'hésitation des États-Unis à reprendre sa vitesse de croisière, la force de dollar canadien et la concurrence internationale continuent de limiter la valeur des exportations chez nos voisins du sud. De même, le développement des marchés en Europe est lourdement handicapé par la crise économique qui perdure sur ce territoire.

Une amélioration graduelle des indicateurs économiques est prévue, s'accentuant légèrement en fin de la période de prévision 2013-2015. En Estrie, la plupart des secteurs industriels participeront à l'évolution positive de l'emploi, certains plus que d'autres. Les secteurs plus traditionnels continueront cependant d'être affectés par la concurrence des pays émergents.

Mauricie

La population de la région se concentre à près de 70 % dans les villes de Trois-Rivières et de Shawinigan. La présence des industries de service y est beaucoup plus forte. Ceci fait de la ruralité un facteur non négligeable, alors que la forêt couvre 85 % de la superficie du territoire. L'exploitation forestière se concentre dans la MRC de Mékinac et sur le territoire de La Tuque. Les emplois directs associés à cette industrie ne sont pas nombreux, tout au plus 1 000, mais plusieurs entreprises du secteur de la fabrication en dépendent.

En Mauricie, le secteur de la fabrication s'est longtemps identifié aux segments industriels plus traditionnels de l'économie tels que le bois, les pâtes et papier, la première transformation des métaux et le meuble. Ces industries comptent encore pour plus de la moitié du PIB de tout le secteur de la fabrication. L'ensemble du secteur a été très affecté par les changements qui se sont produits dans l'économie. En 2002, on trouvait 23 % des emplois dans le manufacturier contre moins de 15 % en 2012. Dans les trois dernières années, des baisses notables ont été constatées dans les produits en bois, dans le papier et dans la première transformation des métaux. D'autres baisses d'emplois sont anticipées dans ces deux derniers segments industriels en Mauricie d'ici 2015, de sorte que le paysage manufacturier se modifiera considérablement. Les segments plus traditionnels font place à d'autres, moins intensifs en main d'œuvre, comme la fabrication de produits métalliques, de machines et de matériel de transport. Cette métamorphose n'empêchera pas l'emploi de poursuivre sa tendance à la baisse dans le secteur manufacturier mauricien.

La représentativité du secteur des services dans l'emploi en Mauricie est un peu moins forte que dans l'ensemble de la province, mais on parle tout de même de plus de sept emplois sur dix. La croissance de l'emploi dans les services a été positive ces dernières années, sinon il y aurait eu décroissance pour l'ensemble de l'emploi régional.

L'impact de la dernière récession s'est fait ressentir. La région a connu une très faible croissance d'emploi entre 2010 et 2012 et le taux de chômage avoisine 10 %. Différents signaux indiquent un redressement possible d'ici 2015. Nous anticipons une légère croissance d'emploi de 0,5 % d'ici là, soit un peu sous la moyenne provinciale qui devrait approcher 1 %. Le secteur manufacturier ne devrait pas participer à cette croissance, mais l'industrie forestière devrait connaître un regain sous l'influence d'une meilleure conjoncture économique aux États-Unis. Dans la construction, le niveau d'activité devrait demeurer élevé. Nous estimons aussi que le secteur des services poursuivra sur la voie de la croissance, avec l'aide de l'industrie touristique.

Somme toute, les possibilités d'emplois seront positives dans plusieurs secteurs d'activité et pour des professions nécessitant différents genres de compétences. Ce sera en général le cas pour les travailleurs spécialisés et semi-spécialisés des secteurs de la santé, des sciences naturelles et appliquées, des sciences sociales, des affaires et de la finance. Évidemment, des emplois ne nécessitant pas de formation ou de compétence particulière restent en demande, mais souvent à des conditions beaucoup moins intéressantes et pour un large bassin de main d'œuvre.

Les régions du Grand Montréal

Région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal

La RMR compte près de la moitié des emplois de l'ensemble du Québec et son développement économique est largement tributaire de la forte croissance des banlieues périphériques qui la composent.

La reprise de l'activité économique, qui avait permis la création de 49 000 emplois en 2010, a montré des signes d'essoufflement en 2011 avec un recul moyen de 1 700 emplois dans la RMR. Puis, en dépit de l'atonie de la croissance économique mondiale, le marché de l'emploi de la RMR a repris sa progression en 2012.

Au global, il s'est créé en 2012 environ 26 300 emplois par rapport à l'année 2011 (+1,3 %), portant le nombre de travailleurs à tout près de 2 millions. Pendant la même période, l'ensemble de la province gagnait environ 30 800 emplois (+0,8 %). En raison de l'ajout plus important de nouveaux chercheurs d'emploi sur le marché du travail, haussant le taux d'activité à 66,4 %, l'embellie de l'emploi n'a pas permis un repli du taux de chômage de la RMR. Ce dernier est passé de 8,3 % en 2011 à 8,5 % en 2012. Chez les jeunes de 15 à 24 ans, la situation demeure fragile. La majorité d'entre eux occupent des emplois à temps partiel et leur taux de chômage atteignait 15,4 % en 2012.

À l'instar de l'ensemble de la province et du Canada, la RMR ne peut éviter les effets de la mollesse de l'économie mondiale. Les entreprises exportatrices demeurent davantage touchées par la conjoncture économique mondiale, particulièrement celle des États-Unis, principal partenaire économique, dont la reprise progresse très lentement. Marqué par un fort mouvement de consolidation et de délocalisation lié, entre autres, à la concurrence internationale et à l'appréciation de la devise canadienne, le nombre d'entreprises et d'emplois dans le secteur de la fabrication dans la RMR ne cesse de reculer depuis dix ans. Néanmoins, certains sous-secteurs à plus grande valeur ajoutée profiteront, au cours des prochaines années (2013-2015), d'une bonne croissance d'emploi, notamment la fabrication de matériel de transport. Par ailleurs, les divers chantiers en cours et annoncés sur le territoire devraient permettre également de soutenir les besoins de main d'œuvre dans la construction au cours des trois prochaines années. Finalement, le grand secteur des services continuera de profiter de bonnes perspectives, notamment les sous-secteurs des services professionnels, scientifiques et techniques, des soins de santé et d'assistance sociale, du commerce de détail et de gros, et de l'information, de la culture et des loisirs.

Quant aux besoins de main d'œuvre, plus de la moitié proviendront des débouchés liés aux départs à la retraite, alors qu'une plus faible proportion résultera de la création de nouveaux emplois. Il est à noter que plus de neuf nouveaux emplois sur dix proviendront du secteur des services.

Lanaudière

La démographie joue un rôle déterminant dans l'économie et le marché du travail. De ce fait, la croissance démographique de Lanaudière dépasse celle du Québec et du Canada. D'ailleurs, dans son plus récent scénario démographique, l'ISQ prévoit une croissance de la population lanaudoise de 38 % entre 2006 et 2031, contre seulement 16 % au Québec. Or, la démographie demeure un enjeu important, notamment dans les MRC les plus éloignées des grands centres, comme Matawinie.

De plus, dans Lanaudière comme au Québec, les personnes qui approchent l'âge de la retraite (55-64 ans) sont maintenant plus nombreuses que celles qui intègrent la population en âge de travailler (15-24 ans). Le vieillissement de la population constitue donc un phénomène important qui aura un impact significatif sur le marché du travail et sur la capacité de la région à combler les emplois disponibles. L'évolution de la population en âge de travailler pourrait ainsi freiner la croissance de l'emploi, et conduire à des difficultés de recrutement et de rétention de main-d'œuvre qualifiée dans plusieurs secteurs de l'économie régionale. D'ailleurs, le vieillissement de la population est particulièrement rapide dans les MRC de la RMR de Montréal (i.e. Les Moulins et L'Assomption).

Pour la première fois depuis 2008, le marché du travail de Lanaudière s'est détérioré en 2012, avec une perte de 6 400 personnes en emploi (-2,6 %), effaçant ainsi la majorité des gains enregistrés l'année précédente. L'emploi ayant continué sa progression au Québec, le poids de la région a décliné, passant de 6,2 % de l'emploi de la province en 2011, à 6,0 % en 2012. Puisque le nombre de chômeurs est demeuré stable dans Lanaudière, cela a permis d'atténuer l'effet sur le taux de chômage de la région, qui s'est élevé à 7,9 % en 2012, comparativement à 7,7 % en 2011. Cependant, la population inactive a fortement augmenté (+13 000 ; +10,5 %), ce qui peut être attribué, en partie, au vieillissement de la population et aux travailleurs découragés. Le taux d'activité a ainsi perdu 2,7 points de pourcentage en 2012, pour se fixer à 65,7 %.

En 2012, la baisse du nombre de Lanaudois en emploi était concentrée dans le travail à temps plein (-12 600 ; -6,1 %), alors que le travail à temps partiel a enregistré un gain de 6 200 personnes (+15,0 %). De plus, l'emploi a davantage diminué chez les femmes (-3 800 ; -3,3 %) que chez les hommes (-2 500 ; -1,9 %). La détérioration de l'emploi s'est manifestée dans le secteur des services, avec une perte de 12 600 personnes en emploi (-6,8 %), provenant principalement des services d'enseignement (-6 500), de l'hébergement et services de restauration (-3 500), et des soins de santé et assistance sociale (-3 000). Parallèlement, le nombre de personnes en emploi a progressé dans le secteur de la production de biens (+6 200), notamment dans la construction (+3 500), la fabrication (+1 900) et l'agriculture (+1 300).

D'autre part, l'économie de Lanaudière a augmenté plus rapidement que celle du Québec ces dernières années. Lanaudière représentait ainsi 3,6 % de la production du Québec, en moyenne, alors que la région regroupait environ 6 % des personnes en emploi. Cet écart s'explique, en partie, par le fait que le lieu de travail de près de 40 % des Lanaudois se trouve à l'extérieur de la région.

Pour la période 2013-2015, nous prévoyons que la croissance de l'emploi dans Lanaudière sera d'environ un pourcent par année, en moyenne. Le nombre de personnes en emploi sera majoritairement en croissance dans le secteur des services, avec près de 90 % de la création totale d'emplois de la région. Le commerce de gros, les services professionnels, scientifiques et techniques, ainsi que les soins de santé et assistance sociale auront une croissance supérieure à celle de l'ensemble du secteur des services. Du côté du secteur de la production de biens, la construction et la fabrication de produits en bois, de produits métalliques et de matériel de transport auront une croissance acceptable au cours de la période de prévision. Toutefois, d'importantes pertes sont à prévoir dans la fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques, résultat de la fermeture de l'usine d'Electrolux, à L'Assomption, d'ici 2014.

Laurentides

La robustesse du marché du travail laurentien s'est fortement démarquée en 2012. Les indicateurs nous montrent qu'entre 2009 et 2011, tant la population en emploi que le nombre de chômeurs n'ont cessé d'augmenter en raison du dynamisme du marché du travail environnant et de la forte croissance démographique. D'ailleurs, ce dynamisme a favorisé la hausse du taux de chômage en 2011 en raison d'une plus grande progression des chercheurs d'emploi encouragés par les nombreux investissements. Or, les personnes en emploi et la population active ont toutes deux poursuivi leur progression en 2012, mais le nombre de chômeurs a diminué pour la première fois depuis la dernière récession, et ce, de 14 % en un an, ce qui représente la plus forte baisse du taux de chômage au Québec entre 2011 et 2012. Il est également intéressant de constater que tous les groupes d'âge ont bénéficié de ces conditions favorables. Les principaux indicateurs révèlent que la région s'est classée parmi les meilleures au Québec en 2012. Elle s'est donc classée au second rang tant pour son taux d'activité (68,3 %), que pour son taux d'emploi (63,7 %) et malgré la plus forte réduction de chômeurs, elle arrive en 6e place pour son taux de chômage (6,8 %).

Le tissu économique de la région est relativement similaire à celui de la province. La tertiarisation du marché du travail demeure très importante, la branche du secondaire, après une période plus difficile, reprend peu à peu de terrain alors que le secteur primaire ne représente maintenant que 1 % de l'économie. En fait, la région des Laurentides se démarque de la province principalement dans la composition des industries de la branche secondaire de son économie et plus particulièrement dans l'industrie de la construction.

Au cours des prochaines années, les conditions favorables au développement économique de la région seront toujours présentes, quoique plus modestes. La croissance démographique, qui demeure la seconde plus importante au Québec, se poursuivra, mais à un rythme plus lent que par le passé, favorisant la poursuite de l'expansion du secteur tertiaire de la région. Le secteur de la construction devrait conserver un rythme de croissance important. Les projets annoncés pour les trois prochaines années sont fort nombreux tant sur le plan résidentiel, institutionnel qu'en infrastructure. L'industrie de la fabrication de matériels de transport, avec, à sa tête, l'industrie de l'aéronautique, demeure l'un des moteurs de la croissance de l'emploi dans la région. Ainsi, on prévoit pour l'ensemble des industries des Laurentides une croissance annuelle moyenne de 1,5 % pour la période 2013-2015, qui sera supérieure à celle du Québec.

Montérégie

La population s'élevait à 1 442 400 personnes en 2011, ce qui place la région au deuxième rang en termes de population au Québec. Selon les plus récentes projections de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), la population de la Montérégie devrait croître de 15 % de 2011 à 2031, une hausse supérieure à celle du Québec (11 %).

L'avantage démographique de la Montérégie se reflète dans les indicateurs du marché et la région se classe au deuxième rang au Québec pour ce qui est du nombre de personnes en emploi, juste après la région de Montréal. L'évolution de l'emploi dépend à la fois des entreprises localisées en Montérégie mais aussi du vaste marché du travail métropolitain. La structure des industries où évoluent les personnes en emploi est diversifiée, ce qui favorise les indicateurs du marché du travail de la région.

Malgré ses nombreux atouts, la région n'échappe pas aux soubresauts de la conjoncture. Après une croissance anémique en 2009 suivie d'une hausse un peu plus dynamique en 2010 et d'un repli de l'emploi en 2011, l'année 2012 a bénéficié d'une nette amélioration du marché du travail. L'emploi s'est accru à un bon rythme (3,4 %), le taux d'emploi s'est amélioré et le taux de chômage a diminué pour se fixer à 6,5 %.

Bien que légèrement meilleures qu'au Québec, les perspectives d'emploi en Montérégie pour l'horizon 2013-2015 seront modérées. La conjoncture économique mondiale demeure incertaine et pose de nombreux défis aux entreprises exportatrices. Par conséquent, la croissance prévue des emplois de

l'ensemble du secteur de la fabrication de biens sera faible mais certaines industries comme le matériel de transport et les produits métalliques devraient bénéficier d'une hausse plus dynamique de leurs effectifs. L'activité dans l'industrie de la construction demeurera soutenue et l'emploi devrait croître à un rythme comparable à l'ensemble des industries. En outre, l'emploi dans le secteur des services évoluera à un bon rythme avec cependant une situation moins favorable du côté des administrations publiques.

Conclusion

La croissance au Québec repose en bonne partie sur l'amélioration continue du commerce extérieur. Pour que cela se réalise, il faut que la croissance se poursuive aux États-Unis, en lien avec la remontée de la construction résidentielle et des dépenses de consommation bonifiées avec l'amélioration du bilan des ménages, mais tout en évitant l'application complète des mesures automatiques de contrôle du budget. Alors que le choc des mesures d'austérité s'atténue, les économies européennes les mieux disposées devraient entamer une très lente croissance en cours d'année 2014. Dans la foulée de ces améliorations, les économies émergentes, d'ailleurs à la base de la diversification des échanges extérieurs du Québec, retrouveront une croissance plus dynamique tout en évitant le piège de l'endettement et de l'inflation.

Alors que la mondialisation de la production a aussi favorisé la mondialisation des difficultés économiques, l'interrelation de ces éléments contribuera à l'amélioration du climat mondial des affaires et à la croissance lente du commerce mondial et le Québec en profitera.

Par contre, en raison de la démographie, la population active québécoise pourrait atteindre la croissance zéro dès 2016 avant d'entamer une lente décroissance. Ceci vient réduire la capacité de croissance de l'emploi. La décroissance sera très faible en début de période, mais l'écart se creusera avec les années de sorte que le Québec aura de plus en plus de difficultés à combler les besoins liés au remplacement de la main d'œuvre et à la croissance économique.

Remarque : *Les auteurs ont pris un soin particulier à rédiger ce document en fondant leurs recherches sur des informations sur le marché du travail qui étaient exactes et pertinentes au moment de la publication. Le marché du travail étant en évolution constante, les données fournies peuvent avoir changé depuis la publication de ce document. Nous encourageons les lecteurs à consulter d'autres sources pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'économie et le marché du travail locaux. Les renseignements présentés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles de Ressources humaines et Développement des compétences Canada.*

Préparé par*: Direction de l'analyse du marché du travail (DAMT), Service Canada, région du Québec*
Pour de plus amples informations*, veuillez contacter l'équipe IMT à : imt-lmi@travailleraucanada.gc.ca*
Pour de l'information sur les produits de Statistique Canada *: www.statcan.gc.ca*